



Décision n° 2018-182

autorisant le prélèvement d'échantillons minéraux et végétaux
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel
en vigueur dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 26 avril 2018 par Madame GIGUET-COVEX Charline, chercheuse au laboratoire EDYTEM de l'Université de Haute-Savoie,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

Article 1 :

Les bénéficiaires nommés à l'article 3 ci-dessous sont autorisés à prélever, détenir, transporter dans le cœur du Parc national du Mercantour et le cas échéant, emporter en dehors du cœur de parc national, des échantillons de sédiments lacustres et de végétaux.

Ces prélèvements sont effectués dans le cadre d'une étude paléoenvironnementale intitulée « ECOGEN » visant à analyser les dynamiques des communautés végétales dans les Alpes et le Nord de la Scandinavie durant l'Holocène ainsi qu'à déterminer l'influence du climat et des activités humaines sur cette dynamique.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour les dates du 26 et 27 juillet 2018, sur le lac des Grenouilles et ses proches abords (commune de Tende, 06).

En cas d'intempéries ou d'impossibilité majeure, le report de l'opération est autorisé sous réserve d'informer préalablement le service territorialement concerné du Parc national concerné, 24h à l'avance, par courrier électronique.

Contacts :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :

- HEINTZMAN Peter, chercheur en génétique ;
- GARCES-PASTOR Sandra, chercheuse en écologie ;
- GIGUET-COVEX Charline, chercheuse en géologie et paléoenvironnement
- HEGGLAND Kristin, étudiante diplômée en écologie ;
- GREVE ALSOS Inger, professeure en écologie et génétique ;
- BROWN Tony, professeur en géologie et écologie ;
- LAMMERS Youri, étudiant diplômé en génétique.

Article 4 :

Les échantillons autorisés à la collecte durant la campagne scientifique sont les suivants:

- sédiments lacustres ;
- toutes espèces végétales à l'exclusion des espèces protégées.

Article 5 :

Les matériels ou les techniques autorisés pour le prélèvement des échantillons est le suivant :

5.1. Pour les sédiments, utilisation d'un carottier de catégorie Nesje avec tubes de 10 cm de diamètre, monté sur une embarcation nautique non motorisée.

5.2. Pour les espèces végétales, prélèvement manuel exclusivement réalisé à l'aide d'un outil tranchant, sans arrachage

Article 6 :

6.1. La présente décision vaut autorisation de circuler et, le cas échéant, de stationner à bord d'un véhicule nautique sur le lac des Grenouilles, à condition que celui-ci ne soit pas motorisé.

6.2. L'acheminement du véhicule nautique par hélicoptage n'est pas autorisé.

6.3. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et le cas échéant, de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur de parc national.

Les autorisations nécessaires notamment à l'acheminement des matériels de prélèvement devront faire l'objet d'une demande ultérieure auprès du service territorial concerné – cf. article 2, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 7 :

Dans un délai maximal d'un an à échéance de la présente, le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, un rapport relatant les objectifs, la méthodologie, la description précise des matériaux prélevés et leur localisation ainsi que les résultats de ses recherches.

Article 8 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une version numérique de ces publications devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 9 :

Le bénéficiaire devra obligatoirement se présenter au service territorial concerné – cf. contacts à l'article 2 - avant d'engager toute opération, notamment toute installation de piège ou instrument de mesure, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 10 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation.

La présente autorisation ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les autorisations correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas le bénéficiaire de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 11 :

Le bénéficiaire devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

Article 12 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A la demande de ces derniers, le bénéficiaire est tenu de soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

Article 13 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 14 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 30 mai 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER